

PRÉFET DE LA MEUSE

Préfecture
Secrétariat général
Direction des usagers
et des libertés publiques
Bureau de l'environnement

ARRÊTÉ

N° 2014-0413 du **05 MARS 2014**

**Portant déclaration d'utilité publique les travaux de dérivation des
eaux souterraines de la source Côte du Frêne à titre de régularisation et
l'instauration des périmètres de protection de ce point d'eau**

**Portant autorisation d'utiliser l'eau de la source Côte du Frêne pour
l'alimentation en eau destinée à la consommation humaine de la commune
d'ANCEMONT**

**La préfète de la Meuse
Chevalier de la Légion d'Honneur,
Officier de l'Ordre National du Mérite,**

- Vu** le Code de la Santé Publique et notamment les articles L.1321-1 à 10 et R.1321-1 à 42,
- Vu** le Code de l'Environnement et notamment les articles L.214-1 à 6, L.215-13 et R.214-53,
- Vu** le Code Forestier et notamment les articles L.311-1, L.312-1, L.411-1 et R.412-19 à R.412-27,
- Vu** le Code de l'Expropriation pour cause d'utilité publique,
- Vu** le décret n°55-22 du 4 janvier 1955 modifié portant réforme de la publicité foncière et son décret d'application n°55-1350 du 14 octobre 1955 modifié,
- Vu** le décret du 14 septembre 2012 nommant Madame Isabelle DILHAC, préfète de la Meuse,
- Vu** l'arrêté préfectoral n° 2013-0208 du 28 janvier 2013 portant délégation de signature à Mme Hélène COURCOUL-PETOT, secrétaire générale de la préfecture de la Meuse,
- Vu** les délibérations du conseil municipal d'ANCEMONT du 28 juillet 2006 et du 30 novembre 2007,
- Vu** l'avis de l'hydrogéologue agréé en matière d'hygiène publique du 14 septembre 2007, complété le 21 décembre 2011, relatif à la définition des périmètres de protection,

Vu le récépissé de déclaration de prélèvement au titre du Code de l'Environnement délivré à la commune d'ANCEMONT le 14 décembre 2010,

Vu l'arrêté préfectoral n°2013-1248 du 2 juillet 2013 prescrivant l'ouverture d'enquêtes publique et parcellaire auxquelles il a été procédé du 28 août au 13 septembre 2013 inclus sur le territoire des communes d'ANCEMONT et de DIEUE-SUR-MEUSE,

Vu l'avis et les conclusions du commissaire-enquêteur reçus le 9 octobre 2013,

Vu l'avis favorable du Conseil Départemental de l'Environnement et des Risques Sanitaires et Technologiques au cours de sa séance du 28 février 2014,

Considérant que les besoins en eau destinée à la consommation humaine de la commune d'ANCEMONT énoncés à l'appui du dossier sont justifiés,

Considérant qu'il y a lieu de mettre en conformité avec la législation, les installations de production et de distribution des eaux destinées à la consommation humaine de la commune d'ANCEMONT,

Considérant qu'il convient de protéger les ressources en eau de la commune d'ANCEMONT et que, dès lors, la mise en place des périmètres de protection autour de la source Côte du Frêne ainsi que les mesures envisagées constituent un moyen efficace pour faire obstacle aux pollutions susceptibles d'altérer la qualité de ces eaux destinées à la consommation humaine,

Sur proposition de Madame la secrétaire générale de la préfecture de la Meuse:

ARRETE

ARTICLE 1ER – OBJET DE L'ARRÊTÉ

Le présent arrêté a pour objet de :

- déclarer d'utilité publique, au bénéfice de la commune d'ANCEMONT les travaux de dérivation des eaux et les périmètres de protection ;
- d'autoriser l'usage de l'eau prélevée à des fins de consommation humaine du point d'eau suivant :

Nom du captage	Code BSS	Commune d'implantation	N° de parcelle	Section	Coordonnées Lambert II étendu (m)		Altitude (m)
					X	Y	Z
Source Côte du Frêne	0162-1X-0093	DIEUE-SUR-MEUSE	39	ZK	826 506	2 455 770	220

CHAPITRE 1 : DÉCLARATION D'UTILITÉ PUBLIQUE DES TRAVAUX DE DÉRIVATION DES EAUX DE LA SOURCE CÔTE DU FRÊNE

ARTICLE 2 – DÉRIVATION DES EAUX

Les travaux de dérivation des eaux dans le milieu naturel de la source Côte du Frêne située sur le ban de la commune de DIEUE-SUR-MEUSE sont, à titre de régularisation, déclarés d'utilité publique.

CHAPITRE 2 : DÉCLARATION D'UTILITÉ PUBLIQUE DES PÉRIMÈTRES DE PROTECTION

ARTICLE 3 – DÉSIGNATION DES PÉRIMÈTRES DE PROTECTION

Sont déclarés d'utilité publique les périmètres de protection suivants de la source Côte du Frêne, ainsi que les travaux qui s'y rapportent et les servitudes associées.

Ils sont établis sur la base de la déclaration délivrée au titre du Code de l'Environnement pour un débit annuel maximum de 65 000 m³ conformément aux plans en annexe du présent arrêté et comprennent :

- Un périmètre de protection immédiate autour de la source qui s'étend sur la commune de DIEUE-SUR-MEUSE sur la parcelle ZK39 d'une surface de 600 m²,
- Un périmètre de protection immédiate autour du réservoir qui s'étend sur la commune d'ANCEMONT sur la parcelle ZC27 d'une surface de 513 m²,
- Un périmètre de protection rapprochée qui s'étend sur la commune de DIEUE-SUR-MEUSE (parcelles cadastrées 18 pour partie, 21 à 23, 24a, 24b, 27a, 27b, 28, 30, 31 et 32 pour partie, 34, 35a, 35b, 39d pour partie, 44a, 44b, 45a et 45b de la section ZK et des chemins ruraux dits de Montplaisir, de Génicourt et ancien chemin) d'une surface de 69,956 ha.

ARTICLE 4 – DISPOSITIONS COMMUNES

Toutes mesures doivent être prises pour que le maire d'ANCEMONT et l'ARS de Lorraine soient avisés sans délai de tout accident entraînant le déversement de substances liquides ou solubles à l'intérieur des périmètres de protection y compris sur les portions de voies de communication traversant ces périmètres.

D'une manière générale, à l'intérieur de ces périmètres est interdit tout fait ou activité susceptible d'altérer la qualité de l'eau ou d'en modifier les caractéristiques et le sens d'écoulement.

ARTICLE 5 – PÉRIMÈTRE DE PROTECTION IMMÉDIATE

ARTICLE 5.1 : PROPRIÉTÉ DES TERRAINS

Les terrains inclus dans les périmètres de protection immédiate de la source Côte du Frêne et du réservoir doivent devenir et rester la propriété de la commune d'ANCEMONT.

ARTICLE 5.2 : DÉLIMITATION DES TERRAINS

Une clôture doit être mise en place dans un délai d'un an après signature du présent arrêté, en limite du périmètre de protection immédiate, de manière à interdire l'accès aux ouvrages de prélèvement.

ARTICLE 5.3 : AMÉNAGEMENT ET ENTRETIEN DES TERRAINS

Le terrain délimité par ces périmètres sont régulièrement entretenus et ne sont accessibles qu'aux seules personnes chargées du contrôle ou de l'entretien des ouvrages. Toute activité et installation y sont interdites à l'exception de celles nécessaires à l'entretien du point d'eau ou du réservoir, de l'emprise protégée et de sa clôture, et à l'exploitation des installations et du réseau d'eau potable. A titre dérogatoire, le propriétaire actuel de la parcelle ZK39 nommément désigné dans l'état parcellaire est autorisé à traverser le périmètre de protection immédiate pour accéder et assurer l'entretien de la partie de la parcelle ZK39 en amont du captage sous réserve d'utiliser le cas échéant un véhicule léger

(inférieur à 3,5 tonnes), de limiter l'usage de cet accès au strict minimum pour l'entretien mécanique de sa parcelle et de s'assurer du maintien de la fermeture à clé des portails après usage. En cas de vente de la parcelle ZK39, la commune doit se porter propriétaire au minimum de la partie de la parcelle ZK39 en amont du captage.

Les emprises protégées sont nettoyées (tonte, débroussaillage ...) et les résidus de coupe sont évacués en dehors des périmètres de protection immédiate. L'emploi de produits chimiques, produits phytosanitaires ou fertilisants y est strictement interdite, y compris au niveau des clôtures.

Toutes dispositions sont prises pour éviter que les eaux superficielles ne stagnent sur les emprises protégées, soit en les empêchant de pénétrer sur cette emprise, soit en facilitant leur transit et leur évacuation.

ARTICLE 6 – PÉRIMÈTRE DE PROTECTION RAPPROCHÉE ET PRESCRIPTIONS

Dans le périmètre de protection rapprochée, la commune d'ANCEMONT peut instaurer un droit de préemption urbain et prescrire au preneur des modes d'utilisation du sol afin de préserver la qualité de la ressource en eau, dans les conditions définies aux articles L.211-1 du code de l'urbanisme et R.1321-13-3 et 4 du code de la santé publique.

Des servitudes sont instituées sur les terrains du périmètre de protection rapprochée suivant les prescriptions mentionnées ci-après.

Le comblement d'excavations est réalisé à l'aide de matériaux extraits ou de matériaux naturels provenant de carrière et n'ayant pas d'influence sur la chimie de la nappe.

Les prairies permanentes sont maintenues en l'état. La charge d'animaux présents à la parcelle doit en permanence maintenir l'intégrité du couvert végétal. Les abreuvoirs, installations mobiles de traite, les abris sont installés à plus de 300 mètres du captage. Les épandages agricoles doivent respecter le Code des Bonnes Pratiques Agricoles.

Sont par ailleurs interdites dans ce périmètre les activités suivantes :

- La création de nouveaux points de prélèvement d'eau ou de sondage de reconnaissance, à l'exception de celle au bénéfice de la collectivité bénéficiaire de l'autorisation et après autorisation préfectorale,
- L'ouverture et l'exploitation de carrières,
- L'ouverture d'excavations de plus de deux mètres, à l'exception de celles réalisées pour la pose d'une canalisation d'alimentation en eau potable ou le passage de gaine technique,
- Toute construction,
- Les stockages et dépôts de toute nature,
- Le drainage agricole ainsi que les activités de maraîchage, serres, pépinières et tout épandage de lisiers ou boues de station d'épuration,
- Le traitement chimique des accotements et voies de communication,
- Les rejets d'effluents liquides de toute nature,
- L'épandage de fumiers frais,
- Le camping et le caravanning,
- Le défrichement,
- La création de nouvelle piste forestière à moins de 300 mètres du captage,
- Le traitement du bois,
- Le brûlage des rémanents et des branchages issus des coupes forestières,
- L'abandon et l'enfouissement de cadavres et de sous-produits de gibiers résultant de parties de chasse,
- Les produits antiparasitaires et tout produit destiné à provoquer une concentration de gibier,

ainsi que l'affourage et l'agrainage du gibier, à l'exception de l'agrainage linéaire à plus de 300 mètres du captage.

ARTICLE 7 – RÉGLEMENTATION DES ACTIVITÉS, INSTALLATIONS ET DÉPÔTS EXISTANTS À LA DATE DU PRÉSENT ARRÊTÉ

Pour les activités, dépôts et installations existant à la date de notification du présent arrêté, sur les terrains compris dans le périmètre de protection rapprochée, il doit être satisfait aux obligations résultant de l'institution des dits périmètres dans un délai de trois ans.

ARTICLE 8 – INDEMNISATION DES SERVITUDES

La commune d'ANCEMONT indemnise tout propriétaire ou exploitant dont les terrains sont soumis à des servitudes nouvelles et dûment évaluées par suite de prescriptions particulières, imposées par la protection des points d'eau et de leurs ouvrages annexes faisant l'objet du présent arrêté et non prévues dans la réglementation en vigueur. L'indemnisation est examinée au cas par cas et doit être justifiée par un dommage direct, matériel et certain.

ARTICLE 9 – AVIS COMPLÉMENTAIRE D'UN HYDROGÉOLOGUE AGRÉÉ

Lors d'une création ou modification, d'installation, dépôt ou activité ou de toute autre occupation et utilisation du sol dans le périmètre de protection rapprochée, susceptible de mettre en cause la qualité des eaux souterraines, le préfet peut demander, aux frais du pétitionnaire, si la complexité du dossier le justifie, l'avis d'un hydrogéologue agréé en matière d'hygiène publique.

ARTICLE 10 – SANCTIONS APPLICABLES EN CAS DE NON-RESPECT DE LA PROTECTION DES OUVRAGES

En application de l'article L.1324-3 du code de la santé publique, le fait de ne pas se conformer aux dispositions des actes portant déclaration d'utilité publique peut être puni d'un an d'emprisonnement et de 15 000 euros d'amende.

En application de l'article L.1324-4 du même code, le fait de dégrader des ouvrages publics destinés à recevoir ou à conduire des eaux d'alimentation ou de laisser introduire des matières susceptibles de nuire à la salubrité, dans l'eau de source, des fontaines, des puits, des citernes, conduites, aqueducs, réservoirs d'eau servant à l'alimentation publique peut être puni de trois ans d'emprisonnement et de 45 000 euros d'amende.

CHAPITRE 3 : AUTORISATION D'UTILISER LES EAUX PRÉLEVÉES EN VUE DE LA CONSOMMATION HUMAINE

ARTICLE 11 – AUTORISATION D'UTILISER L'EAU À DES FINS DE CONSOMMATION HUMAINE

La commune d'ANCEMONT est autorisée (à titre de régularisation) à utiliser l'eau en vue de la consommation humaine à partir de la prise d'eau de la source Côte du Frêne.

ARTICLE 12 – CONCEPTION ET ENTRETIEN DU RÉSEAU DE DISTRIBUTION

Les ouvrages servant aux captages, à la production et la distribution de l'eau doivent être conçus et entretenus suivant les dispositions de la réglementation en vigueur. Les branchements en plomb doivent être remplacés.

ARTICLE 13 – TRAITEMENT DE L'EAU

Avant distribution, les eaux brutes captées doivent faire l'objet d'un traitement de désinfection afin d'assurer en permanence la distribution d'une eau conforme aux exigences de qualité réglementaires.

ARTICLE 14 – SURVEILLANCE DE LA QUALITÉ DE L'EAU

La commune d'ANCEMONT est tenue de surveiller en permanence la qualité des eaux destinées à la consommation humaine dont elle a la responsabilité. Elle veille notamment à la protection de sa ressource ainsi qu'au bon fonctionnement de ses installations de production et de distribution d'eau. Un fichier sanitaire recueillant l'ensemble des informations collectées à ce titre doit être tenu à jour par l'exploitant et mis à disposition des autorités de contrôle.

ARTICLE 15 – CONTRÔLE DE LA QUALITÉ DE L'EAU

Le contrôle de la qualité de l'eau est réalisé conformément au programme d'analyses départemental fixé par la délégation territoriale de la Meuse de l'ARS de Lorraine, selon la réglementation en vigueur.

En cas de difficultés particulières ou de dépassements des exigences de qualité, des analyses complémentaires peuvent être prescrites par l'ARS après information du pétitionnaire. A ce titre, un suivi analytique semestriel est mis en place à partir de la signature du présent arrêté afin de vérifier l'évolution des teneurs pour les paramètres atrazine et ses dérivées.

Les prélèvements et analyses sont réalisés par un laboratoire agréé par le Ministère chargé de la Santé et sont à la charge de l'exploitant.

Les installations de captages, de production et de distribution demeurent accessibles aux agents en charge du contrôle.

CHAPITRE 4 : TRAVAUX DE MISE EN CONFORMITÉ À RÉALISER

ARTICLE 16 : MISE EN CONFORMITÉ

Ils sont réalisés dans un délai d'un an, à la date de signature du présent arrêté, à l'initiative de la commune d'ANCEMONT.

Ces travaux comprennent :

- Mise en place d'un grillage et d'un portail d'accès fermant à clé autour des PPI,
- Débroussaillage de la surface des PPI,
- Reprise et étanchéification de la porte du captage,
- Changement ou jointement des pierres de la chambre du captage pouvant créer des entrées d'eau,
- Réaménagement des trop-pleins pour éviter la remontée des eaux du fossé et la montée en charge de l'ouvrage,
- Mise en place d'une barrière de sécurité le long de la D 964 sur 30 mètres en amont et 5 mètres en aval de la source.

CHAPITRE 5 : DISPOSITIONS DIVERSES

ARTICLE 17 : MODIFICATION DES INSTALLATIONS

Tout projet de modification apportée par le bénéficiaire de l'autorisation au système actuel de production et distribution de l'eau (ouvrages et installations), à son mode d'utilisation, tout projet de réalisation de travaux ou d'aménagement de nature à entraîner un changement notable des éléments du dossier de demande d'autorisation, doit être porté, avant sa réalisation, à la connaissance de l'autorité sanitaire accompagné d'un dossier définissant les caractéristiques du projet.

ARTICLE 18 – PIÈCES ANNEXES

Les pièces annexées au présent arrêté sont :

- Annexe 1 - État parcellaire des périmètres de protection immédiate,
- Annexe 2 - État parcellaire du périmètre de protection rapprochée,
- Annexe 3 - Plan parcellaire des périmètres de protection immédiate,
- Annexe 4 - Plan du périmètre de protection rapprochée.

ARTICLE 19 – MISE EN ŒUVRE ET NOTIFICATION

Le présent arrêté est transmis à la commune d'ANCEMONT en vue de :

- la mise en œuvre des dispositions de cet arrêté.
- la notification individuelle, par lettre recommandée avec demande d'avis de réception, du présent arrêté aux propriétaires ou ayant droits des parcelles concernées par le périmètre de protection rapprochée, afin de les informer des servitudes qui grèvent leur terrain.
Lorsque l'identité ou l'adresse d'un propriétaire est inconnue, la notification est faite au maire de la commune sur le territoire de laquelle est située la propriété soumise à servitudes, qui en assure l'affichage et, le cas échéant, la communique à l'occupant des lieux.

Le bénéficiaire de l'autorisation transmet à l'Agence Régionale de Santé de Lorraine, dans un délai de 3 mois après la date de notification susvisée, le procès-verbal de l'accomplissement de cette formalité.

- l'affichage en mairie d'ANCEMONT et de DIEUE-SUR-MEUSE pendant une durée d'au moins 2 mois des extraits de celui-ci énumérant notamment les principales servitudes.

Le procès verbal de l'accomplissement de ces formalités est dressé par les soins des maires de la des communes concernées.

- La conservation en mairie d'ANCEMONT et de DIEUE-SUR-MEUSE de l'acte portant déclaration d'utilité publique.
Ces collectivités délivrent à toute personne qui le demande les informations sur les servitudes qui y sont rattachées, et mettent à leur disposition une copie de l'arrêté.
- L'insertion de l'acte dans les documents d'urbanisme qui doit être effective dans un délai maximum de 3 mois après la date de sa signature. Les servitudes afférentes aux périmètres de protection sont annexées au plan local d'urbanisme dans les conditions définies aux articles L.126-1 et R.126-1 à R.126-3 du code de l'urbanisme.

Un avis relatif à cet arrêté est inséré, par les soins du préfet et aux frais du bénéficiaire de l'autorisation,

dans deux journaux du département de la Meuse.

Cet arrêté doit être publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de la Meuse.

Les propriétaires des parcelles incluses dans les périmètres de protection rapprochée et éloignée doivent informer les locataires et les exploitants des terrains, de l'établissement de la protection des points d'eau faisant l'objet du présent arrêté ainsi que des servitudes qui s'y rapportent.

ARTICLE 20 – DÉLAIS ET VOIES DE RECOURS

Le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours contentieux devant le Tribunal Administratif de Nancy :

- au titre du code de la santé publique, dans un délai de deux mois à compter de sa publication au recueil des actes administratifs ou de sa notification pour les propriétaires de parcelles incluses dans les périmètres de protection immédiate ou rapprochée.
- au titre du code de l'environnement, dans un délai de deux mois à compter de sa publication au recueil des actes administratifs, par le pétitionnaire et dans un délai de un an par les tiers dans les conditions des articles L.514-6 et R.514-3-1 du code de l'environnement.

Dans le même délai de deux mois, le présent arrêté peut également faire l'objet d'un recours gracieux. Le silence gardé par l'administration pendant plus de deux mois sur la demande de recours gracieux emporte décision implicite de rejet de cette demande, conformément à l'article R.421-2 du code de justice administrative.

ARTICLE 21 – DIFFUSION ET INFORMATION

Une copie du présent arrêté est adressée :

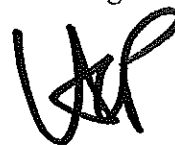
- au président du tribunal administratif de Nancy,
- au directeur de l'agence de l'eau Rhin Meuse,
- au président du conseil général de la Meuse,
- au président de la chambre d'agriculture de la Meuse,
- au directeur du bureau de recherches géologiques et minières de Lorraine.

ARTICLE 22 – EXÉCUTION

La secrétaire générale de la préfecture de la Meuse, le sous-préfet de Verdun, le directeur général de l'agence régionale de santé de Lorraine, le directeur départemental des territoires de la Meuse, les maires d'ANCEMONT et de DIEUE-SUR-MEUSE sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Bar-le-Duc, le **05 MARS 2014**

La préfète,
Pour la préfète et par délégation,
La secrétaire générale,



Hélène COURCOUL-PETOT